

QUESTIONS SUR L'ACTUALITE

Questions sur l'actualité
18 avril 2012- 6h35, 7h35 et 8h35

Editorialiste : Dr Yves Ekoué AMAÏZO,
Radio Africa numéro 1



A retenir

- ✓ Les morts ivoiriens n'ont pas trouvé la justice...
- ✓ 11 avril 2011 : libération, démocratie ou simple ingérence occidentale
- ✓ Retour à la croissance mais attention à au partage qui ne semble pas au programme
- ✓ A quand le retour du « zougou » ?

Thème en gestation

- ◆ Les dirigeants africains refusent de doter l'Union africaine de fonds propres
- ◆ Malawi : respect de la Constitution et promotion de Mme Banda, une femme activiste
- ◆ Ghana, pas de corruption sans corrupteurs : des ressortissants autrichiens impliqués (2e partie)

Côte d'Ivoire un après la guerre électorale : Reconstruction sans Réconciliation

Entre 10 000 et 20 000 morts hantent la Côte d'Ivoire. Entre impunité des uns, arrestation des autres, la Côte d'Ivoire d'Alassane Ouattara tente de relancer l'économie ivoirienne avec une volonté affichée de faire beaucoup de sous-traitance avec des sociétés extérieures, françaises de préférence. Le résultat n'est pas toujours garanti dès lors que des cascades de sous-traitance font que ceux qui sont en queue du processus ne touchent pas grand-chose et doivent malgré tout faire le travail ou essuyer les critiques. Cette approche doit donc être révisée rapidement avant que cela ne ressemble à un simple transfert des capacités productives ivoiriennes à des non-Ivoiriens.

Le 11 avril 2012 correspond à l'arrestation de l'ex-Président ivoirien, Laurent Gbagbo, un an plus tôt, ce grâce à l'armée française qui sous l'égide de l'ONUCI choisit de bombarder la présidence ivoirienne (dite le Bunker), et promouvoir Alassane Ouattara et Guillaume Soro. La communauté internationale a choisi de légitimer les résultats électoraux validés par l'ONUCI sans les recompter. Au Ghana voisin, il y a eu des présidents « fair-play » qui ont choisi de reconnaître la victoire de l'adversaire même lorsque les résultats

n'étaient pas toujours très clairs. Laurent Gbagbo aurait pu s'éviter une crise majeure pour lui-même, la Côte d'Ivoire et la sous-région s'il avait fait confiance aux Ivoiriens eux-mêmes pour mener le processus électoral sans intervention étrangère. Trop d'arrangements aussi avec la FrancAfrique n'ont pas contribué à la lisibilité de la politique de Laurent Gbagbo. Mais de là à faire de lui le seul responsable des crimes commis par des ex-rebelles qui ont coupé la Côte d'Ivoire en deux avant de la contrôler, il y a un pas que la Cour Pénale internationale devra clarifier si elle dit le droit et la justice. Alors avec un retour de la croissance économique de la richesse nationale (produit intérieur brut) qui est passée de -5,8 % en 2011 en pleine crise politique à des pronostics du Fonds monétaire international de 8,5 % en 2012, il faut rester prudent. En effet, la Côte d'Ivoire resté classée parmi les Etats fragiles. Si l'inflation est maîtrisée comme cela semble être le cas avec une estimation autour de 2,5 % en 2012, un déficit budgétaire sans les dons s'améliore passant de -6,6 % en 2011 à -4 % en 2012.

---~+~+@+~+~---

La Côte d'Ivoire pourrait même bénéficier d'un effet de levier avec l'allègement de la dette extérieure prévue par les institutions de Bretton-Woods (FMI et Banque mondiale). Il faudra alors que la croissance économique puisse être partagée et que le citoyen ivoirien recommence à danser le « zougou », une des danses locales les plus « réconciliatrices » qui permet de tester la température du « dialogue politique ». Pour le moment, on ne danse pas et donc pas de dialogue sérieux entre les anciens protagonistes. La confiance n'est pas vraiment au rendez-vous.

Mais ce n'est pas parce que l'on est au pouvoir qu'il faut exclure l'opposition et l'empêcher de se réorganiser car c'est aussi cela la réalité ivoirienne sous un régime démocratique qui prend malgré tout des allures d'autocratie ne tolérant l'opposition que si elle est silencieuse ou peu dangereuse au plan électoral. Le Pardon en Côte d'Ivoire, c'est du bidon pour le moment même si le Président de la Commission dialogue, vérité et réconciliation (CDVR), l'ex-Premier ministre Charles Konan Banny et ex-patron de la Banque centrale des Etats de

l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) se confond en des initiatives de réconciliation inaudibles pour des partis politiques qui ont besoin de temps et de justice pour envisager de renouer sérieusement le dialogue. Chacun clame sa volonté de soutenir une nouvelle dynamique de la réconciliation. Mais en politique, c'est celui qui a le pouvoir qui mène la danse. Donc, chacun doit mettre du beurre dans son Atchèkè, l'aliment de base de l'Ivoirien. Paradoxalement, le déclic pourrait venir de la Cour pénale internationale (CPI) si le dossier de Laurent Gbagbo s'analyse en comparaison avec celui de Guillaume Soro, Président de l'Assemblée nationale. Si certains ont les bras longs, d'autres estiment que les bras de Dieu ne sont pas courts. Pourtant la responsabilité de tous pour crimes contre l'humanité commis par des forces non encore identifiées y compris occidentales peine à émerger. Alors la Côte d'Ivoire pourra-t-elle vivre indéfiniment en cachant la vérité sur les véritables responsabilités ? Attention aux contagions des extrémistes islamiques. YEA.



Contact Africa1
+33 1 55 07 58 07/01
www.africa1.com

E-mail:

info@africa1.com
yeamaizo@amaizo.info

Questions sur l'actualité

La Grande Matinale
Lundi à Vendredi :
6h35, 7h35 et 8h35

Questions sur l'actualité

Une rubrique qui offre une réponse à
chaud des Africains aux Africains.

Cette chronique afrocentrique permet
d'apporter des éclairages originaux,
assurément différents de
l'occidentalo-centrisme ambiant.



Interdépendance africaine

www.amaizo.info

Rubrique
Chronique afrocentrique

[http://amaizo.info/category/
chronique-afrocentrique/](http://amaizo.info/category/chronique-afrocentrique/)